



Les envois de fonds

Un ballon d'oxygène pour les pauvres

Dilip Ratha

LES FONDS que les travailleurs expatriés envoient à leur famille ou à leurs amis constituent le lien le plus tangible entre l'émigration et le développement. Cependant, 3 % seulement de la population mondiale (un peu plus de 200 millions de personnes) s'est installé dans un autre pays, de sorte que l'émigration ne peut remplacer le développement intérieur et la création d'emplois, sauf dans les tout petits pays.

Les envois de fonds étant des transferts unilatéraux (des dons, en somme), ils ne créent pas d'obligations. En outre, ils sont assortis d'une valeur ajoutée, car les expatriés les accompagnent en général de conseils, fondés sur leur expérience, sur le meilleur emploi à en faire.

Selon les chiffres officiels, ces envois ont atteint 330 milliards de dollars en 2008. Leur montant exact, y compris les flux formels et informels non enregistrés, est sans doute bien plus élevé. Ils représentent au moins trois fois l'APD et sont la principale source de financement extérieur dans nombre de pays en développement. En Inde, ils ont dépassé 50 milliards de dollars en 2008, soit un chiffre supérieur aux flux de capitaux publics et privés. Ils dépassent l'investissement direct étranger (IDE) au Mexique, les recettes du tourisme au Maroc, le produit des exportations de thé au Sri Lanka et les recettes provenant du Canal de Suez en Égypte. Si leur volume en dollars tend à être plus important dans les grands pays comme l'Inde, la Chine et le Mexique, leur part dans le PIB est en général plus élevée dans les petits pays pauvres. (En 2008, elle a dépassé 50 % au Tadjikistan et en Haïti et 10 % dans 23 pays.)

En général, les envois de fonds sont une source de recettes en devises stable et souvent anticyclique et sont plus élevés lorsque les familles des expatriés éprouvent des difficultés pour quelque raison que ce soit, aussi constituent-ils une assurance contre l'adversité économique.

Les envois de fonds ont très bien résisté à la crise mondiale. Selon des estimations récentes, ils ont diminué de 6 % en 2009, contre une chute d'un tiers de l'IDE et un quasi-effondrement des flux de portefeuille privés. C'est un ballon d'oxygène pour les pauvres des pays en guerre tels l'Afghanistan, Haïti et la Somalie.

Les fonds en question contribuent à la lutte contre la pauvreté. Au Népal, la pauvreté par habitant a enregistré, entre 1995 et 2004, une baisse de 11 points attribuable pour un tiers à la moitié à des fonds envoyés principalement de l'Inde, autre pays pauvre. Des enquêtes sur les ménages ont montré que les fonds de cette nature ont peut-être réduit la part des pauvres dans la population de 11 points en Ouganda, six points au Bangladesh et cinq points au Ghana. D'après des analyses multinationales, une hausse de 10 % des envois officiels par habitant peut faire reculer de 3,5 % le nombre des pauvres.

Les envois de fonds s'accompagnent d'une hausse des investissements des ménages dans l'éducation, les entreprises et la santé. Selon des études réalisées à partir d'enquêtes sur les ménages au Salvador et au Sri Lanka, le taux de décrochage scolaire est plus faible et les dépenses en cours particuliers plus importantes chez les bénéficiaires de ces fonds. Au Sri Lanka, le poids à la naissance des enfants de tels ménages est plus élevé, ce qui donne à penser que ces fonds leur permettent de profiter de meilleurs soins de santé. Plusieurs études montrent aussi que de petits entrepreneurs dont le crédit est limité utilisent ces fonds pour renforcer leur capital.

Les envois de fonds réduisent la pauvreté, améliorent les conditions de vie et procurent aux pays des devises qui leur permettent de régler leurs importations essentielles et d'assurer le service de leur dette extérieure, ce qui, par ailleurs, élargit leur accès aux marchés internationaux de capitaux. Dans plusieurs pays, Brésil, Mexique, et Salvador notamment, les banques commerciales utilisent les futurs fonds de cette nature à titre de garantie pour mobiliser des milliards de dollars de financement à des taux d'intérêt moins élevés et des échéances plus longues.

Ces envois suscitent certaines critiques. Sur le plan macroéconomique, ils peuvent, s'ils sont élevés et durables, entraîner une appréciation de la monnaie qui se répercute sur les exportations. D'après certains experts, ils permettent aux États de différer les investissements publics (écoles ou routes par exemple) ou d'esquiver les réformes économiques à long terme. Peu de données empiriques confirment ce raisonnement surtout parce qu'il repose sur une causalité inverse : les envois de fonds à destination des pays pauvres dotés d'une croissance et d'institutions faibles sont en général plus élevés. Les institutions fragiles sont à l'origine d'envois importants et non l'inverse.

Selon certains analystes, les envois de fonds freinent la croissance, car ils risquent de créer une dépendance et d'inciter leurs bénéficiaires à moins travailler. Les preuves dans ce domaine sont peu concluantes : les effets de ces envois sont plus importants pendant les phases de ralentissement lorsque le nombre des emplois diminue et, en outre, les comportements ne se modifient que lentement. En revanche, les envois de fonds peuvent favoriser la croissance, car ils financent l'éducation et la santé et allègent les contraintes subies par les petits entrepreneurs en matière de crédit. Dans la mesure où ils accroissent la consommation, ils peuvent relever les niveaux de revenu et réduire la pauvreté, même s'ils n'améliorent pas directement la croissance. ■

Dilip Ratha est économiste principal au Groupe des perspectives du développement de la Banque mondiale.

et le développement

Une solution bancale

Ralph Chami et Connel Fullenkamp



NOMBRE d'économistes estiment que les envois de fonds peuvent contribuer fortement à la croissance et au développement et nul ne peut nier qu'ils ont aidé des millions de personnes à sortir de la pauvreté. Toutefois, ils ne constituent pas la meilleure solution aux problèmes de la pauvreté et du développement. Ils sont coûteux pour leurs bénéficiaires et difficiles à répercuter sur des activités génératrices de croissance et de développement. En outre, ils ont des conséquences inattendues qui peuvent même entraver le développement.

Les fonds ont un prix pour ceux qui les envoient. Ce sont souvent les personnes qui contribuent le plus au bien-être de leur famille (comme son chef) qui font un voyage long, coûteux et parfois dangereux et qui se séparent de leurs proches pendant des mois ou des années. Ceux qui restent supportent un fardeau économique et psychologique très lourd. Les enfants grandissent fréquemment sans pouvoir entretenir un contact étroit avec leurs deux parents et le stress de toute la famille est aggravé par l'absence d'un ou plusieurs de ses membres. Par exemple, plusieurs pays ont signalé que les enfants dont les parents se sont expatriés font partie de bandes. À cause de tous ces facteurs, les envois de fonds sont un investissement coûteux et risqué pour les familles. Qui est prêt à faire un tel investissement, sinon ceux qui sont vraiment désespérés ?

Ces transferts sont destinés à répondre à des besoins élémentaires en aliments, vêtements et logement. Les efforts déployés pour sortir les gens de la pauvreté sont louables et de nombreuses études sur l'emploi des fonds envoyés ont conclu qu'ils sont très largement orientés vers la consommation et non l'investissement. Cependant, nous ne devons pas nous attendre à ce qu'ils tirent la croissance comme l'investissement direct étranger.

Même lorsque les ménages «épargnent» les fonds envoyés, cela signifie en général qu'ils les utilisent pour acheter des terres ou un logement mieux adapté à leurs besoins ou pour améliorer celui dont ils disposent. Cela génère très peu d'activité économique, et notamment de capital. Les études sur les retombées des envois de fonds en termes de croissance constatent un effet, au mieux, positif, mais non robuste, et font souvent apparaître des conséquences négatives (Barajas and others, 2009). Pendant des années, de nombreux pays ont reçu un volume de fonds très élevé par rapport à leur PIB, mais, nulle part, ils n'ont été le moteur de la croissance. Pas de quoi pavoiser.

Les envois de fonds ont en outre de nombreuses répercussions non anticipées, car ce sont des dons et non un

revenu gagné. Les bénéficiaires risquent de ne pas chercher assidûment un emploi, ni travailler suffisamment à l'école, s'ils savent qu'ils peuvent compter sur ce type de revenu pour compléter ou remplacer leur rémunération. Les experts ont constaté qu'ils réduisent leur participation à la population active. S'ils placent ces fonds, ils sont incités à se lancer dans des projets risqués, prenant des paris avec l'argent des autres. Dans de nombreuses régions, des bulles immobilières locales seraient financées en partie avec de tels fonds. Ainsi, ces envois peuvent fausser les prix des actifs et, en fait, aggraver la pauvreté en écartant nombre de familles pauvres du marché immobilier, sans mentionner les conséquences néfastes pour tout le monde de l'éclatement des bulles.

Les répercussions des envois de fonds sont encore plus insidieuses sur les institutions et la gouvernance. Les ménages bénéficiaires n'ont plus à se soucier de la qualité des administrations, ni de leur capacité à mettre en place les infrastructures et les institutions qui facilitent la croissance. Si la situation est mauvaise dans le pays, davantage de personnes partent à l'étranger et leurs familles utilisent les fonds reçus pour compenser l'absence de services publics. Elles ne sont guère incitées à exercer des pressions sur l'État pour qu'il assure la prestation de meilleurs services. L'État, pour sa part, ne se sent pas obligé de fournir ces services, car il se rend compte que ces ménages peuvent se débrouiller seuls et la qualité des administrations poursuit son déclin.

Les envois de fonds ne sont pas la panacée, mais une béquille chancelante sur laquelle doivent s'appuyer des millions de personnes qui n'ont pas d'autre solution pour subvenir à leurs besoins dans leur pays. Il faut considérer le développement massif des envois de fonds non comme un signe positif annonçant un meilleur avenir, mais comme un blâme pour les États qui devraient redoubler d'efforts pour offrir de meilleures perspectives à leurs citoyens. ■

Ralph Chami et Connel Fullenkamp sont respectivement Chef de division au Département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI et professeur associé de pratique de l'économie politique à l'université Duke.

Bibliographie :

Barajas, Adolfo, Ralph Chami, Connel Fullenkamp, Michael Garen, and Peter Montiel, 2009, «Do Workers' Remittances Promote Economic Growth?», IMF Working Paper 09/153 (Washington: International Monetary Fund).